



Arrêt

n° 311 975 du 27 août 2024
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître S. DELHEZ
Avenue de Fidevoye, 9
5530 YVOIR

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LE PRESIDENT F.F DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 août 2024, par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, tendant à la suspension, selon la procédure d'extrême urgence, de l'exécution de l'ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement, pris à son égard le 20 août 2024 et notifié le 21 août 2024.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'article 39/82 de la loi du 15 décembre 1980.

Vu le titre II, chapitre II, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 26 août 2024 convoquant les parties à comparaître le 27 août 2024 à 15 heures.

Entendu, en son rapport, Mme J. MAHIELS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me L. LAMBOT *loco* Me S. DELHEY, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et ME. S. ARKOULIS *loco* Me S. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits utiles à l'appréciation de la cause.

1.1. Le requérant a déclaré être arrivé en Belgique le 17 septembre 2018.

Le 19 septembre 2018, il a introduit une première demande de protection internationale. Le 22 juillet 2019, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après : le CGRA) a pris une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire. Par son arrêt n°229 000 prononcé le 20 novembre 2019, le Conseil n'a pas reconnu au requérant la qualité de réfugié et ne lui a pas accordé le bénéfice de la protection subsidiaire.

1.2. Le 10 décembre 2019, le requérant a introduit une deuxième demande de protection internationale. Le 30 janvier 2020, le CGRA a pris une décision déclarant irrecevable la demande (demande ultérieure). Par son arrêt n°236 837 prononcé le 12 juin 2020, le Conseil a rejeté le recours introduit à l'encontre de cette décision.

1.3. Le 4 août 2020, la partie défenderesse a pris à l'encontre du requérant un ordre de quitter le territoire – demandeur d'asile (annexe 13^{quiquies}).

1.4. Le 30 mars 2021, le requérant a introduit une troisième demande de protection internationale. Le 30 avril 2021, le CGRA a pris une décision déclarant irrecevable la demande (demande ultérieure).

1.5. Le 15 septembre 2021, le requérant a introduit une quatrième demande de protection internationale. Le 25 octobre 2021, le CGRA a pris une décision déclarant irrecevable la demande (demande ultérieure).

1.6. Le 30 décembre 2021, la partie défenderesse a invité le requérant à obtempérer à l'ordre de quitter le territoire du 4 août 2020.

1.7. Le 7 juillet 2022, le requérant a introduit une cinquième demande de protection internationale. Le 14 septembre 2022, le CGRA a pris une décision déclarant irrecevable la demande (demande ultérieure).

1.8. Le 27 décembre 2022, la partie défenderesse a invité le requérant à obtempérer à l'ordre de quitter le territoire du 4 août 2020.

1.9. Le 29 décembre 2022, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980). Le 11 décembre 2023, la partie défenderesse a pris une décision d'irrecevabilité de la demande et pris un ordre de quitter le territoire à l'encontre du requérant. Ces décisions font actuellement l'objet d'un recours pendant en suspension et en annulation enrôlé sous le numéro de rôle 309 784.

1.10. Le 11 mars 2024, le requérant a introduit une sixième demande de protection internationale. Le 30 avril 2024, le CGRA a pris une décision déclarant irrecevable la demande (demande ultérieure).

1.11. Le 11 juillet 2024, la partie défenderesse a invité le requérant à obtempérer à l'ordre de quitter le territoire pris le 11 décembre 2023.

1.12. En date du 20 août 2024, la partie défenderesse a pris à l'encontre du requérant un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement (annexe 13 ^{septies}), ainsi qu'une interdiction d'entrée d'une durée de deux ans (annexe 13 ^{sexies}).

L'ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement, qui constitue l'acte attaqué, est motivé comme suit :

«

**MOTIF DE LA DECISION
ET DE L'ABSENCE D'UN DELAI POUR QUITTER LE TERRITOIRE :**

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application des articles suivants de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits et/ou constats suivants :

Article 7, alinéa 1er :

- ☐ 1° s'il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2.

L'intéressé n'est pas en possession d'un passeport valable ni d'un visa/titre de séjour valable au moment de son arrestation.

- ☐ 8° s'il exerce une activité professionnelle indépendante ou en subordination sans être en possession de l'autorisation requise à cet effet.

Le rapport administratif de la zone de police Famenne-Ardenne du 20.08.2024 indique que l'intéressé était en train de travailler peu avant son arrestation. L'intéressé a par ailleurs remis à la police un « Contrat d'alternance » portant sur la période 06.10.2023 au 31.08.2026. L'intéressé n'est cependant pas en possession d'une autorisation de travail et de séjour (permis unique).

Conformément à l'article 74/13, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, lors de la prise d'une décision d'éloignement, le ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers.

A titre liminaire, nous rappelons que le 04.08.2020, l'intéressé s'est vu délivrer un ordre de quitter le territoire. Cette décision est définitive et exécutoire. L'intéressé s'est toutefois maintenu sur le territoire du Royaume et a introduit cinq demandes de protection internationale ultérieures ayant toutes fait l'objet d'une décision d'irrecevabilité de la part du CGRA. Il a également introduit le 01.12.2022 une demande de régularisation sur base de l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980. Le 11.12.2023, sa demande a été déclarée irrecevable et l'intéressé a fait l'objet d'un nouvel ordre de quitter le territoire, lequel a été réactivé le 11.07.2024. Un recours a été introduit le 15.01.2024 auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après : CCE) contre cette décision d'irrecevabilité et l'ordre de quitter le territoire qui l'accompagne. Ce recours n'a pas d'effet suspensif, l'ordre de quitter le territoire est donc exécutoire. L'éloignement de l'intéressé vers la Guinée ne l'empêche pas de se faire représenter par l'avocat de son choix dans la procédure pendante devant le CCE, étant donné qu'il n'est pas obligé de comparaître en personne. Son avocat peut faire le nécessaire pour défendre ses intérêts.

Dans son droit d'être entendu du 20.08.2024, l'intéressé déclare « Je n'ai pas d'enfants mais j'ai une petite-copine en Belgique. Elle réside en Belgique mais nous ne sommes pas mariés et ne vivons pas ensemble ». Il ne fournit aucune information concernant cette personne alors que le formulaire l'y invite. Il n'apporte pas la preuve de la réalité de cette relation. Quand bien même cette relation serait tenue pour établie, l'intéressé ne démontre pas davantage l'intensité de celle-ci et son caractère durable qui permettrait de considérer qu'elle pourrait bénéficier de la protection de l'article 8 de la CEDH. Dans son droit d'être entendu du 20.08.2024, l'intéressé a répondu « non » à la question « Avez-vous des membres de votre famille en Belgique ? ».

L'intéressé fait valoir dans sa demande 9bis du 01.12.2022 différents éléments en vue de démontrer son intégration. Il déclare suivre une formation Céfa, subvenir à ses besoins grâce à son travail, avoir de bonnes relations professionnelles et avoir rejoint la plateforme pour le Service Citoyen. Au moment de son arrestation le 20.08.2024, l'intéressé a remis à la police un contrat d'alternance portant sur la période 06.10.2023 au 31.08.2026.

A cet égard, l'intéressé se trouvant en séjour illégal, il convient d'examiner si l'Etat belge est tenu à une obligation positive de lui permettre de maintenir et de développer sur le territoire la vie privée qu'il allègue. Nous rappelons tout d'abord qu'en matière d'immigration, la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après : la Cour EDH) a indiqué, à diverses occasions, que la CEDH ne garantissait, comme tel, aucun droit pour un étranger d'entrer ou de résider sur le territoire d'un Etat dont il n'est pas ressortissant (cf. Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 23 ; Cour EDH 26 mars 1992, Beldjoudi/France, § 74 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43). En vertu d'un principe de droit international bien établi, il incombe à l'Etat d'assurer l'ordre public, en particulier dans l'exercice de son droit de contrôler l'entrée et le séjour des non nationaux (cf. Cour EDH 12 octobre 2006, Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga/Belgique, § 81 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43 ; Cour EDH 28 mai 1985, Abdulaziz, Cabales et Balkandali/Royaume-Uni, § 67). Ensuite, aucun des éléments invoqués par l'intéressé ne lui ouvre un droit au séjour, ni ne le dispense d'entreprendre les démarches administratives prévues par la loi pour être autorisé ou admis au séjour. Nous constatons encore que l'intéressé savait dès son arrivée en Belgique que la vie privée qu'il y développerait allait revêtir un caractère précaire. En effet, une demande de protection internationale est susceptible, par définition, d'être rejetée, ce qu'il ne pouvait ignorer. L'attestation d'immatriculation qu'il a reçue était un titre de séjour provisoire et précaire. Un tel document est délivré à un étranger dans l'attente d'une décision quant à sa demande et il ne ressort d'aucune disposition de la loi du 15 décembre 1980 que la délivrance d'une telle attestation puisse être considérée comme constatant l'autorisation ou l'admission de cet étranger au séjour limité sur le territoire (voir en ce sens CCE n° 301 193 du 8 février 2024). S'agissant plus particulièrement de la formation Céfa à laquelle il est fait référence dans la demande 9bis du 01.12.2022, ce premier « contrat d'alternance » concernait la période du 11.09.2020 au 30.06.2022, l'intéressé avait donc déjà fait l'objet d'un OQT. Le deuxième « contrat d'alternance » a également été

signé alors que l'intéressé était parfaitement conscient de la précarité de son séjour en Belgique et en conséquence du risque qu'il ne puisse pas être terminé. Nous rappelons que l'intéressé n'est pas autorisé à exercer une activité rémunérée en Belgique. Nous constatons encore que l'intéressé est un jeune homme en bonne santé dont il peut être attendu qu'il se réintègre sans difficultés dans son pays d'origine. Contrairement à ce qui est affirmé dans la requête du 15.01.2024, l'intéressé a encore des contacts avec sa famille puisqu'il a déclaré lors de son entretien du 04.04.2024 « Je suis toujours en contact avec ma mère depuis que j'ai quitté la Guinée. Nous parlons de notre situation. Quand elle a une connexion internet on peut communiquer à tout moment ». Dans son droit d'être entendu du 20.08.2024, l'intéressé a répondu « oui » à la question « Avez-vous des membres de votre famille dans votre pays d'origine ? ». Il ne fait en tout état de cause valoir aucun obstacle insurmontable à une réintégration dans son pays d'origine. Il n'y a donc aucune obligation positive dans le chef de l'Etat de permettre à l'intéressé de maintenir et développer sur le territoire la vie privée qu'il allègue.

Dans son droit d'être entendu du 20.08.2024, l'intéressé déclare ne pas avoir d'enfant mineur en Belgique, ni de problèmes médicaux.

La présente décision n'entraîne pas une violation des articles 3 et 8 de la CEDH.

Ainsi, le délégué du Secrétaire d'Etat a tenu compte des dispositions de l'article 74/13 dans sa décision d'éloignement.

Article 74/14 : Motif pour lequel aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire :

☐ Article 74/14 § 3, 1° : il existe un risque de fuite.

Il existe un risque de fuite dans le chef de l'intéressé:

2° L'intéressé a utilisé des informations fausses ou trompeuses ou des documents faux ou falsifiés, ou a recouru à la fraude ou a employé d'autres moyens illégaux dans le cadre d'une procédure de protection internationale, de séjour, d'éloignement ou refoulement.

L'intéressé a introduit six demandes de protection internationale en Belgique. Dans sa décision du 23.07.2019, le CGRA estime qu'en raison de diverses anomalies qui affectent ses déclarations, il convient de remettre en cause la réalité des faits invoqués par l'intéressé à l'appui de sa demande de protection internationale. Cette décision a été confirmée par un arrêt du Conseil du Contentieux des Etrangers du 22.11.2019. Tant le CGRA que le Conseil du contentieux des étrangers ont donc considéré que les déclarations de l'intéressé ne correspondaient pas à des faits réellement vécus. Les cinq demandes ultérieures n'ont pas permis à l'intéressé de restaurer la crédibilité de son récit. Nous estimons en conséquence qu'il existe des raisons suffisantes de conclure que l'intéressé a fourni de fausses informations aux instances d'asile belges dans le cadre de sa demande de protection internationale.

3° L'intéressé ne collabore pas dans ses rapports avec les autorités.

L'intéressé a été invité par un courrier du 15.12.2023 à se présenter le 22.01.2024 à un entretien avec un fonctionnaire d'accompagnement, pour discuter de sa situation administrative en Belgique, de la signification d'un ordre de quitter le territoire et des possibilités d'aide au retour volontaire.

L'intéressé ne s'est pas présenté au rendez-vous et n'a pas pris contact pour le signaler.

Il a à nouveau été invité à un entretien le 22.01.2024, mais ne s'est également pas présenté à la date proposée. Il a pris contact par téléphone avec l'agent de l'Office des Etrangers chargé du suivi de son dossier, lequel, après lui avoir expliqué l'objectif du suivi, lui a donné un nouveau délai pour lui faire savoir s'il participerait au parcours individualisé qui lui était proposé. L'intéressé n'a pas repris contact avec l'Office des Etrangers. L'accompagnement a été clôturé pour manque de coopération.

4° L'intéressé a manifesté sa volonté de ne pas se conformer à une mesure d'éloignement.

L'intéressé n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire du 04.08.2020 qui lui a été notifié le 11.08.2020. Cette décision a été réactivée le 27.12.2022 et l'intéressé n'a également pas obtempéré. L'intéressé s'est vu délivrer un nouvel ordre de quitter le territoire le 11.12.2023 notifié le 14.12.2023 auquel il n'a pas donné de suite. Il n'a pas apporté la preuve qu'il a exécuté ces décisions. Le recours

introduit devant le CCE contre ce dernier ordre de quitter le territoire n'a pas d'effet suspensif. L'intéressé peut se faire valablement représenter par son avocat dans la procédure pendante devant cette juridiction.

8° L'intéressé a introduit plusieurs demandes de protection internationale et de séjour, dans le Royaume ou dans un ou plusieurs autres Etats membres, qui ont donné lieu à une décision négative ou qui n'ont pas donné lieu à la délivrance d'un titre de séjour.

L'intéressé a introduit les procédures suivantes :

- 1ère demande de protection internationale : 19.09.2018 ;*
- 2ème demande de protection internationale : 10.12.2019 ;*
- 3ème demande de protection internationale : 30.03.2021 ;*
- 4ème demande de protection internationale : 15.09.2021 ;*
- 5ème demande de protection internationale : 07.07.2022 ;*
- 6ème demande de protection internationale : 11.03.2024 ;*
- Demande de régularisation sur base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 : 28.11.2022.*

Toutes ces procédures ont donné lieu à une décision négative.

Reconduite à la frontière

MOTIF DE LA DECISION :

En application de l'article 7, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est nécessaire de faire ramener sans délai l'intéressé à la frontière, à l'exception des frontières des Etats qui appliquent entièrement l'acquis de Schengen(2) pour les motifs suivants :

Motif pour lequel aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire :

Il existe un risque de fuite dans le chef de l'intéressé:

2° L'intéressé a utilisé des informations fausses ou trompeuses ou des documents faux ou falsifiés, ou a recouru à la fraude ou a employé d'autres moyens illégaux dans le cadre d'une procédure de protection internationale, de séjour, d'éloignement ou refoulement.

L'intéressé a introduit six demandes de protection internationale en Belgique. Dans sa décision du 23.07.2019, le CGRA estime qu'en raison de diverses anomalies qui affectent ses déclarations, il convient de remettre en cause la réalité des faits invoqués par l'intéressé à l'appui de sa demande de protection internationale. Cette décision a été confirmée par un arrêt du Conseil du Contentieux des Etrangers du 22.11.2019. Tant le CGRA que le Conseil du contentieux des étrangers ont donc considéré que les déclarations de l'intéressé ne correspondaient pas à des faits réellement vécus. Les cinq demandes ultérieures n'ont pas permis à l'intéressé de restaurer la crédibilité de son récit. Nous estimons en conséquence qu'il existe des raisons suffisantes de conclure que l'intéressé a fourni de fausses informations aux instances d'asile belges dans le cadre de sa demande de protection internationale.

3° L'intéressé ne collabore pas dans ses rapports avec les autorités.

L'intéressé a été invité par un courrier du 15.12.2023 à se présenter le 22.01.2024 à un entretien avec un fonctionnaire d'accompagnement, pour discuter de sa situation administrative en Belgique, de la signification d'un ordre de quitter le territoire et des possibilités d'aide au retour volontaire.

L'intéressé ne s'est pas présenté au rendez-vous et n'a pas pris contact pour le signaler.

Il a à nouveau été invité à un entretien le 22.01.2024, mais ne s'est également pas présenté à la date proposée. Il a pris contact par téléphone avec l'agent de l'Office des Etrangers chargé du suivi de son dossier, lequel, après lui avoir expliqué l'objectif du suivi, lui a donné un nouveau délai pour lui faire savoir s'il participerait au parcours individualisé qui lui était proposé. L'intéressé n'a pas repris contact avec l'Office des Etrangers. L'accompagnement a été clôturé pour manque de coopération.

4° L'intéressé a manifesté sa volonté de ne pas se conformer à une mesure d'éloignement.

L'intéressé n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire du 04.08.2020 qui lui a été notifié le 11.08.2020. Cette décision a été réactivée le 27.12.2022 et l'intéressé n'a également pas obtempéré. L'intéressé s'est vu délivrer un nouvel ordre de quitter le territoire le 11.12.2023 notifié le 14.12.2023 auquel il n'a pas donné de suite. Il n'a pas apporté la preuve qu'il a exécuté ces décisions. Le recours introduit devant le CCE contre ce dernier ordre de quitter le territoire n'a pas d'effet suspensif. L'intéressé peut se faire valablement représenter par son avocat dans la procédure pendante devant cette juridiction.

8° L'intéressé a introduit plusieurs demandes de protection internationale et de séjour, dans le Royaume ou dans un ou plusieurs autres Etats membres, qui ont donné lieu à une décision négative ou qui n'ont pas donné lieu à la délivrance d'un titre de séjour.

L'intéressé a introduit les procédures suivantes :

- 1ère demande de protection internationale : 19.09.2018 ;*
 - 2ème demande de protection internationale : 10.12.2019 ;*
 - 3ème demande de protection internationale : 30.03.2021 ;*
 - 4ème demande de protection internationale : 15.09.2021 ;*
 - 5ème demande de protection internationale : 07.07.2022 ;*
 - 6ème demande de protection internationale : 11.03.2024 ;*
 - Demande de régularisation sur base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 : 28.11.2022.*
- Toutes ces procédures ont donné lieu à une décision négative.*

L'intéressé déclare dans son droit d'être entendu du 20.08.2024 ne pas être retourné en Guinée « A cause des problèmes que j'ai avec ma famille ». Il déclare également « Je me plais bien ici et j'ai des soucis familiales dans mon pays ».

Comme exposé ci-dessus, l'intéressé a introduit six demandes de protection internationale, la dernière le 11.03.2024. Les éléments apportés ont déjà été évalués dans ces demandes. L'examen du CGRA et du CCE montre que l'intéressé ne répond pas aux critères d'octroi du statut de réfugié ou du statut de protection subsidiaire. Nous pouvons raisonnablement en déduire que l'intéressé n'encourt aucun risque réel de traitement contraire à l'article 3 de la CEDH.

L'intéressé déclare dans son droit d'être entendu du 20.08.2024 ne souffrir d'aucune maladie qui l'empêcherait de voyager ou de retourner dans son pays d'origine.

Maintien

[...]. »

2. Objet du recours

Il convient de rappeler l'incompétence du Conseil pour connaître du recours, en tant qu'il porte sur la décision de privation de liberté, un recours spécial étant organisé à cet effet devant la Chambre du Conseil du Tribunal Correctionnel par l'article 71 de la loi du 15 décembre 1980.

3. Recevabilité de la demande de suspension de l'exécution de l'ordre de quitter le territoire

3.1. Le requérant est privé de sa liberté en vue d'éloignement. Il fait donc l'objet d'une mesure d'éloignement dont l'exécution est imminente. Il est donc établi que la suspension de l'exécution de l'acte attaqué, selon la procédure de suspension ordinaire, interviendra trop tard et ne sera pas effective. L'extrême urgence est démontrée.

3.2. L'intérêt à agir

3.2.1. La partie requérante sollicite la suspension de l'ordre de quitter le territoire en vue d'éloignement, pris à l'égard du requérant, le 20 août 2024. Or, ainsi que déjà mentionné ci-avant sous le point « 1. Faits utiles à l'appréciation de la cause », ainsi que dans la note d'observations déposée par la partie défenderesse contestant, sur cette base, la recevabilité du présent recours, il apparaît que le requérant a fait l'objet d'un ordre de quitter le territoire définitif pris 4 août 2020, et que, postérieurement à sa délivrance, la partie défenderesse a invité le requérant à y obtempérer à deux reprises, les 30 décembre 2021 et 27 décembre

2022. Un autre ordre de quitter le territoire adopté le 11 décembre 2023 fait l'objet d'un recours devant le Conseil de céans.

Dès lors que la partie requérante ne prétend pas que le requérant aurait, entretemps, quitté le territoire des Etats parties à l'Accord de Schengen, il apparaît que l'ordre de quitter le territoire du 4 août 2020, qui n'a pas fait l'objet d'un recours, est devenu exécutoire.

3.2.2. Le Conseil rappelle que pour être recevable à introduire un recours en annulation, dont une demande de suspension est l'accessoire, la partie requérante doit justifier d'un intérêt à agir, lequel doit être personnel, direct, certain, actuel et légitime.

En l'espèce, il y a lieu de constater que la suspension sollicitée, fût-elle accordée, n'aurait pas pour effet de suspendre l'exécution de l'ordre de quitter le territoire antérieur qui pourrait être mis à exécution par la partie défenderesse, indépendamment d'une suspension de l'ordre de quitter le territoire présentement attaqué.

Le requérant n'a donc en principe pas intérêt à la présente demande de suspension.

Le requérant pourrait cependant conserver un intérêt à sa demande de suspension en cas d'invocation précise, circonstanciée et pertinente, d'un grief défendable dans le cadre d'un recours en extrême urgence diligenté au moment où il est détenue en vue de son éloignement effectif.

En effet, dans l'hypothèse où il serait constaté que c'est à bon droit, *prima facie*, que la partie requérante invoque un grief défendable sur la base duquel il existerait des raisons de croire à un risque de traitement contraire à l'un des droits garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : la CEDH), la suspension qui pourrait résulter de ce constat empêcherait *de facto*, au vu de son motif (la violation d'un droit fondamental tel que décrit ci-dessus ou le risque avéré d'une telle violation à tout le moins), de mettre à exécution tout ordre de quitter le territoire antérieur.

En effet, afin d'être en conformité avec l'exigence de l'effectivité d'un recours au sens de l'article 13 de la CEDH, le Conseil est, dans le cadre de la procédure d'extrême urgence, tenu de procéder à un examen indépendant et rigoureux de tout grief défendable sur la base duquel il existe des raisons de croire à un risque de traitement contraire à l'un des droits garantis par la CEDH, sans que cela doive néanmoins aboutir à un résultat positif. La portée de l'obligation que l'article 13 de la CEDH fait peser sur les Etats contractants varie en fonction de la nature du grief de la partie requérante (*cf.* Cour EDH 21 janvier 2011, M.S.S./Belgique et Grèce, §§ 289 et 293 ; Cour EDH 5 février 2002, Conka/Belgique, § 75).

La partie requérante doit invoquer un grief défendable dans la requête, ce qui implique qu'elle peut faire valoir de manière plausible qu'elle est lésée dans l'un de ses droits garantis par la CEDH (jurisprudence constante de la Cour EDH : voir p.ex. Cour EDH 25 mars 1983, Silver et autres/Royaume-Uni, § 113).

Ceci doit donc être vérifié *in casu*.

3.3.1. L'exposé du moyen

La partie requérante prend deux moyens : de la violation du droit d'être entendu et de la violation de l'article 8 de la CEDH.

D'une part, elle fait valoir, en substance, que « la partie adverse affirme dans la décision litigieuse que le requérant a été entendu par la zone de police Famenne-Ardenne le 20 août dernier. Que la décision litigieuse fait ensuite état d'un formulaire droit d'être entendu. Que la partie adverse souligne ensuite que le requérant fait état de l'existence d'une petite amie dans le formulaire. mais qu'il n'apporte aucune autre information quant à celle-ci. Que la partie adverse estime par conséquent qu'il ne démontre pas l'intensité de sa relation et son caractère durable. Que cette audition réalisée par les services de police vise un objectif différent qui n'apparaît nullement conciliable avec les objectifs poursuivis par l'audition du requérant dans le cadre de la présente procédure administrative. Que si la partie adverse estimait ne pas disposer de l'intégralité des informations nécessaires à l'adoption et à la juste motivation de la décision litigieuse, il lui revenait d'entendre le requérant. Qu'en outre, le requérant a été entendu sans la présence de son conseil, de telle sorte qu'il n'a manifestement pas pris la mesure de la nature de l'audition à laquelle il devait se soumettre. Que si tel avait été le cas, ce dernier aurait pu fournir des explications ou des documents complémentaires, *quod non* en l'espèce. Que la Juridiction de Céans ne pourra dès lors que considérer que le requérant n'a pu être valablement entendu par la partie adverse. [...] Qu'il n'est pas contestable que la

décision litigieuse constitue une mesure grave dont les conséquences vont gravement affecter la situation du requérant puisqu'il se verra contraint de quitter la Belgique, ses proches et ainsi réduire à néant l'intégration qu'il bâti depuis 6 ans maintenant. [...] Que si le requérant avait pu être entendu, il aurait pu fournir les explications et les documents nécessaires, *quod non* en l'espèce. Que le requérant aurait à tout le moins dû avoir la possibilité de compléter le formulaire tout en étant assisté de son conseil qui sait pertinemment quels sont les éléments que l'on doit retrouver, et sur lesquels il faut insister, lors de l'encodage des réponses ». Elle se livre à diverses considérations théoriques et jurisprudentielles relative au droit d'être entendu qui « est la simple transcription actuelle de l'adage latin « *audi alteram partem* » ainsi que du principe de bonne administration et du devoir de minutie.

D'autre part, elle expose diverses considérations théoriques et jurisprudentielles relatives à l'article 8 de la CEDH, et fait valoir, en substance, « [q]u'en l'espèce, il est manifeste que la partie adverse ne prend nullement en considération la vie privée et familiale du requérant, Qu'en effet, elle se contente de souligner que le requérant n'a pas de membre de sa famille sur le territoire belge. Que la partie adverse semble faire totalement abstraction du fait que le requérant réside sur le territoire depuis plus de 6 ans maintenant. Qu'il est incontestable qu'au fil des années, le requérant a développé énormément de relations amicales, notamment par le biais de sa formation et de l'emploi qu'il a pu exercer, Qu'il a également une petite copine. Qu'il est à l'heure actuellement parfaitement intégré sur le territoire et ce, aussi bien socialement que professionnellement. Que la notion de vie privée et familiale ne comprend pas uniquement les membres de la famille mais a une visée plus large. Que la partie adverse se devait de prendre en considération l'intégration du requérant, ce qu'elle ne fait nullement ».

Dans l'exposé de son préjudice grave difficilement réparable, elle soutient également la violation des articles 3 et 6 de la CEDH et fait valoir que le requérant « se verrait priver du droit à un recours effectif puisqu'il a introduit un recours contre la décision de refus de séjour sur base de l'article 9bis, recours qui est toujours pendant ». Elle ajoute que le requérant n'a plus d'attache dans son pays d'origine et que son expulsion mettrait à néant son intégration en Belgique.

3.3.2. L'appréciation du moyen

3.3.2.1. S'agissant de la violation de l'article 6 de la CEDH, les contestations qui portent sur des décisions prises en exécution de la loi du 15 décembre 1980 ne se rapportent ni à un droit civil, ni à une accusation en matière pénale et sont de nature purement administrative et non juridictionnelle, de sorte qu'elles n'entrent en principe pas dans le champ d'application de l'article 6 de la CEDH. Il n'y a donc, *prima facie*, pas de violation de l'article 6 de la CEDH.

A titre utile, le Conseil rappelle que la partie requérante avait la possibilité, par le biais d'une demande de mesures provisoires fondée sur les articles 39/84 et 39/85 de la loi du 15 décembre 1980, de faire examiner la demande de suspension introduite à l'encontre de la décision d'irrecevabilité et l'ordre de quitter le territoire pris 11 décembre 2023.

3.3.2.2. S'agissant de la violation de l'article 3 de la CEDH, la Cour EDH considère, dans une jurisprudence constante (voir, par exemple, arrêts Soering du 7 juillet 1989 et Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga c/ Belgique du 12 octobre 2006), que « Pour tomber sous le coup de l'article 3 [de la CEDH], un mauvais traitement doit atteindre un minimum de gravité. L'appréciation de ce minimum est relative par essence ; elle dépend de l'ensemble des données de la cause, notamment de la nature et du contexte du traitement, ainsi que de ses modalités d'exécution, de sa durée, de ses effets physiques ou mentaux ainsi que, parfois, du sexe, de l'âge, de l'état de santé de la victime ».

Ainsi, la partie requérante se limite à alléguer, sans précision, que le requérant n'a plus d'attache au pays d'origine, qu'il se verrait priver d'un droit au recours effectif et que son intégration en Belgique serait réduite à néant. Partant, la partie requérante reste en défaut de démontrer *in concreto* dans quelle mesure la délivrance de l'acte attaqué constituerait une mesure suffisamment grave pour constituer un traitement inhumain ou dégradant, au sens de l'article 3 de la CEDH.

Il n'y a donc, *prima facie*, pas de violation de l'article 3 de la CEDH.

3.3.2.3. S'agissant de la violation de l'article 8 de la CEDH, lorsqu'un risque de violation du droit au respect de la vie privée et/ou familiale est invoqué, le Conseil examine d'abord s'il existe une vie privée et/ou familiale au sens de la CEDH, avant d'examiner s'il y est porté atteinte par l'acte attaqué. Quant à l'appréciation de l'existence ou non d'une vie privée et/ou familiale, le Conseil doit se placer au moment où l'acte attaqué a été

pris (cf. Cour EDH 13 février 2001, Ezzoudhi/France, § 25 ; Cour EDH 31 octobre 2002, Yildiz/Autriche, § 34 ; Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 21).

Ensuite, le Conseil doit examiner s'il y a ingérence dans la vie familiale et/ou privée. A cet égard, il convient de vérifier si l'étranger a demandé l'admission pour la première fois ou s'il s'agit d'une décision mettant fin à un séjour acquis.

S'il s'agit d'une première admission, comme en l'espèce, la Cour EDH considère qu'il n'y a pas d'ingérence et il n'est pas procédé à un examen sur la base du deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH. Dans ce cas, la Cour EDH considère néanmoins qu'il convient d'examiner si l'Etat est tenu à une obligation positive pour permettre de maintenir et de développer la vie privée et/ou familiale (cf. Cour EDH 28 novembre 1996, Ahmut/Pays-Bas, § 63 ; Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 38). Cela s'effectue par une mise en balance des intérêts en présence. S'il ressort de cette mise en balance des intérêts que l'Etat est tenu par une telle obligation positive, il y a violation de l'article 8 de la CEDH (cf. Cour EDH 17 octobre 1986, Rees/Royaume-Uni, § 37).

En matière d'immigration, la Cour EDH a rappelé, à diverses occasions, que la CEDH ne garantissait, comme tel, aucun droit pour un étranger d'entrer ou de résider sur le territoire d'un Etat dont il n'est pas ressortissant (cf. Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 23 ; Cour EDH 26 mars 1992, Beldjoudi/France, § 74 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43). L'article 8 de la CEDH ne peut davantage s'interpréter comme comportant, pour un Etat, l'obligation générale de respecter le choix, par des étrangers, de leur pays de résidence commune et de permettre le regroupement familial sur le territoire de ce pays (cf. Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 39). En vertu d'un principe de droit international bien établi, il incombe en effet à l'Etat d'assurer l'ordre public, en particulier dans l'exercice de son droit de contrôler l'entrée et le séjour des non nationaux (cf. Cour EDH 12 octobre 2006, Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga/Belgique, § 81 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43 ; Cour EDH 28 mai 1985, Abdulaziz, Cabales et Balkandali/Royaume-Uni, § 67). L'Etat est dès lors habilité à fixer des conditions à cet effet.

Compte tenu du fait que les exigences de l'article 8 de la CEDH, tout comme celles des autres dispositions de la Convention, sont de l'ordre de la garantie et non du simple bon vouloir ou de l'arrangement pratique (cf. Cour EDH 5 février 2002, Conka / Belgique, § 83), d'une part, et du fait que cet article prévaut sur les dispositions de la loi du 15 décembre 1980 (cf. C.E. 22 décembre 2010, n° 210.029), d'autre part, il revient à l'autorité administrative de se livrer, avant de prendre sa décision, à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances dont elle a ou devrait avoir connaissance.

Lorsque la partie requérante allègue une violation de l'article 8 de la CEDH, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont la décision attaquée y a porté atteinte.

3.3.2.3.1. En l'espèce, le Conseil observe que, contrairement à ce que tente de faire accroire la partie requérante, l'existence d'une vie familiale au sens de l'article 8 de la CEDH, entre le requérant et une petite amie, non autrement identifiée, n'est pas formellement contestée par la partie défenderesse qui estime toutefois que « *[q]uand bien même cette relation serait tenue pour établie, l'intéressé ne démontre pas que l'intensité de celle-ci et son caractère durable qui permettrait de considérer qu'elle pourrait bénéficier de la protection de l'article 8 de la CEDH* ».

En effet, étant donné qu'il n'est pas contesté qu'il s'agit d'une première admission, il n'y a, à ce stade de la procédure, pas d'ingérence dans la vie familiale du requérant et de sa petite amie. Dans ce cas, il convient d'examiner si l'Etat a une obligation positive d'assurer le droit à la vie familiale.

Afin de déterminer l'étendue des obligations qui découlent, pour l'Etat, de l'article 8, §1^{er}, de la CEDH, il convient de vérifier tout d'abord si des obstacles au développement ou à la poursuite d'une vie familiale normale et effective ailleurs que sur son territoire, sont invoqués. Si de tels obstacles à mener une vie familiale ailleurs ne peuvent être constatés, il n'y aura pas défaut de respect de la vie familiale au sens de l'article 8 de la CEDH. En l'occurrence, il convient de constater qu'aucun obstacle sérieux et circonstancié de ce genre n'est invoqué par la partie requérante.

3.3.2.3.2. Quant à l'intégration du requérant, qui « au fil des années [...] a développé énormément de relations amicales, notamment par le biais de sa formation et de l'emploi qu'il a pu exercer » et qui est « parfaitement intégré sur le territoire et ce, aussi bien socialement que professionnellement », la partie requérante n'explique en rien, concrètement, la nature et l'intensité des relations privées que le requérant

peut avoir en Belgique, mis à part l'indication de ce qu'il est présent sur le territoire du Royaume depuis six ans et qu'il y est intégrée. Or, il convient de rappeler, d'une part, que la notion de vie privée s'apprécie *in concreto* et ne saurait se déduire de la seule circonstance que le requérant aurait séjourné plus ou moins longtemps sur le territoire national.

3.3.2.3.3. Dès lors, l'invocation de la violation de l'article 8 de la CEDH ne peut, dans ces conditions, pas être retenue et le requérant ne peut, par conséquent, se prévaloir d'un grief défendable à cet égard.

3.3.3. Par ailleurs, s'agissant de la violation du droit d'être entendu, le Conseil constate que le requérant a été entendu par un inspecteur de police ; qu'il ressort du « Formulaire confirmant l'audition d'un étranger » que le requérant « a été informé via la fiche informative ci-jointe concernant une mesure d'éloignement forcé que l'autorité souhaite lui imposer et les questions qui lui sont posées », que le requérant a signé ledit formulaire. Aucune disposition légale n'impose la présence d'un conseil lors de l'exercice du droit d'être entendu.

En tout état de cause, la Cour de Justice de l'Union européenne (notamment dans l'arrêt C-249/13, 11 décembre 2014 Boudjlida), a rappelé que ce droit garantit à toute personne la possibilité de faire connaître, de manière utile et effective, son point de vue au cours de la procédure administrative et avant l'adoption de toute décision susceptible d'affecter de manière défavorable ses intérêts. Il permet à l'administré de faire valoir tels éléments relatifs à sa situation personnelle qui militent dans le sens que la décision soit prise, ne soit pas prise ou qu'elle ait tel ou tel contenu, et à l'administration, d'instruire le dossier de manière à prendre une décision en pleine connaissance de cause et de motiver cette dernière de manière appropriée. Dans l'arrêt M.G. et N.R. prononcé le 10 septembre 2013 (C-383/13), la Cour de Justice de l'Union européenne a précisé que « [...] selon le droit de l'Union, une violation des droits de la défense, en particulier du droit d'être entendu, n'entraîne l'annulation de la décision prise au terme de la procédure administrative en cause que si, en l'absence de cette irrégularité, cette procédure pouvait aboutir à un résultat différent [...]. Pour qu'une telle illégalité soit constatée, il incombe en effet au juge national de vérifier, lorsqu'il estime être en présence d'une irrégularité affectant le droit d'être entendu, si, en fonction des circonstances de fait et de droit spécifiques de l'espèce, la procédure administrative en cause aurait pu aboutir à un résultat différent du fait que les ressortissants des pays tiers concernés auraient pu faire ».

Force est de constater que par les allégations de la partie requérante sont particulièrement superficielles et non étayées, cette dernière se limitant à indiquer que le conseil du requérant « sait pertinemment quels sont les éléments qui l'on doit trouver, et sur lesquels il faut insister, lors de l'encodage des réponses » et qu'il « aurait pu fournir les explications et les documents nécessaires ». Partant, elle ne démontre aucunement que la procédure aurait pu aboutir à un résultat différent.

3.3.4. Au vu des développements qui précèdent, il apparaît qu'en ce qu'ils sont pris de la violation des articles 3, 6 et 8 de la CEDH, les moyens n'apparaissent *prima facie* pas sérieux, de sorte que le requérant ne peut se prévaloir d'un grief défendable, pris de la violation d'un droit garanti par la CEDH ou d'un autre droit fondamental.

En l'absence d'un tel grief défendable, l'ordre de quitter le territoire, antérieur, pris à l'encontre du requérant, est exécutoire.

Il se confirme donc que la partie requérante n'a pas intérêt à agir dans la présente cause.

Dès lors, le recours est irrecevable.

4. Les dépens.

En application de l'article 39/68-1, § 5, alinéas 3 et 4, de la loi du 15 décembre 1980, la décision sur le droit de rôle, ou son exemption, seront examinées, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La demande de suspension d'extrême urgence est rejetée.

Article 2.

Le présent arrêt est exécutoire par provision.

Article 3.

Les dépens sont réservés.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-sept août deux mille vingt-quatre par :

Mme J. MAHIELS,

Président f.f., juge au contentieux des étrangers,

M B. TIMMERMANS,

Greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

B. TIMMERMANS

J. MAHIELS